Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 37 (1957)
Heft: 12

Artikel: Le développement des économies régionales
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887850

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le développement des économies régionales

Le premier dîner-conférence de la saison, organisé par notre Chambre de commerce, a eu lieu le 28 novembre dernier, sous la présidence de M. J.-C. Savary, Président de notre Compagnie. Il était honoré de la présence de M. Pierre Micheli, Ambassadeur de Suisse en France, de M. Paul Ribeyre, Ministre de l'Industrie et du Commerce, de M. le Sénateur Max Fléchet, ainsi que de nombreuses personnalités de la diplomatie, de l'administration et des milieux économiques.

A l'issue du dîner, M. E. Claudius-Petit, ancien Ministre, Délégué général de l'Institut français des économies régionales, présenta une remarquable conférence sur « Le développement des économies régionales » et montra fort brillamment la puissance de ce mouvement, qui transforme actuellement le visage de la France.

M. Claudius-Petit tint d'abord à souligner que « l'aménagement du territoire et le relais des économies régionales, c'est le signe de la jeunesse de la France, c'est le résultat de sa situation démographique, c'est une raison charnelle — comme disait Péguy — qui nous pousse à modifier certaines conceptions que nous avions de notre économie ».

« Paradoxalement, l'économie française est déjà largement provinciale. Elle l'est, parce que, si les sièges de ses grandes sociétés sont situés à Paris, il n'en est pas moins vrai que, la plupart du temps, les activités réelles sont quelque part en province, qu'il s'agisse de métallurgie, de sidérurgie, de production de charbon, naturellement, qu'il s'agisse de mécanique, de constructions aéronautiques, de textiles, etc. Si un certain nombre de Français sont inquiets de la forme qu'a pu prendre l'implantation industrielle dans ce pays, c'est davantage en raison de l'accélération de la concentration autour de Paris et dans les départements situés au nord de cette ligne que l'on trace toujours de Genève au Havre. Au-dessus de cette ligne, l'industrialisation continue et ne continue pas seulement pour elle-même : elle le fait sur le dos du reste de la France. Il y a là un déséquilibre, peut-être pas encore très nettement confirmé par des chiffres, mais suffisamment clair pour que déjà les chiffres commencent à en exprimer la réalité. »

Ce déséquilibre est tel que Gravier, le géographe, l'économiste, a pu l'exprimer par ces mots étonnants : « Paris et le désert français. » Ceci devrait ouvrir les yeux à tout le monde sur le fait que cette France traditionnelle, cette France qui demeure agricole, cette France dont la vie, dans les départements lointains, continue à être intéressante, cette France souffre de plus en plus de cette concentration.

C'est pourquoi des réactions se sont manifestées et déjà des réalisations peuvent être signalées. M. Claudius-Petit cite à ce propos les exemples de villes, telles que Annecy, Rennes, qui s'ouvrent soudain à l'industrialisation.

Il faut se demander par quoi cet effort des hommes pour le développement de la province est supporté. Il l'est par la démographie, qui est en train de rajeunir complètement le pays.

« Cette démographie, elle supporte tout le reste. Pas seulement sous un signe de jeunesse, mais également sous un signe de besoin. Les Malthusiens que nous étions devenus — que nous sommes encore un peu dans certains endroits de chez nous — voyaient avec terreur cette jeunesse arriver. Elle allait créer du chômage, parce qu'on n'allait pas pouvoir l'employer. Or, que constatons-nous? Une pénurie de main-d'œuvre comme jamais on n'en avait connue, parce que les besoins sont plus grands encore, parce que nous n'arrivons pas à produire suffisamment pour que tout le monde soit satisfait, parce qu'un peuple jeune consomme davantage qu'un peuple qui devient vieux. Il y a là des vérités élémentaires, mais que l'on avait perdues de vue et que l'on n'a pas encore complètement admises d'ailleurs, puisqu'il existe toujours des craintes et qu'il y a toujours des gens qui redoutent le chômage, alors que nous manquons de bras. Ces besoins-là supposent une industrialisation. »

« D'autre part, la France a encore une grande chance. Elle est encore largement agricole. Mais elle peut, dans ce domaine-là, trouver un certain nombre de bras. Elle peut même, sur le plan de l'agriculture proprement dit, développer également certaines industries de transformation, de conditionnement. Et c'est précisément là une occasion magnifique d'industrialiser, sur un plan décentralisé, ce qui ne coûte rien, alors que la décentralisation industrielle est ruineuse pour un peuple. Cette dernière ne peut se faire que lorsque les machines sont tellement vétustes ou amorties que l'on peut, sans risques et sans trop de dommages financiers, déménager. Il n'est pas vrai que l'on déplace les grandes industries brusquement, parce qu'il faut déplacer non seulement le matériel, mais les hommes, les habitudes, les familles. Tandis que l'industrialisation continue, c'est-à-dire les nécessités, les besoins, les effets de l'expansion économique, pourquoi ne pas les implanter là où ils sont maintenant utiles aux hommes? Pourquoi ne pas mettre des industries là où les hommes vivent heureux, dans un site fait pour eux? Autrement dit, allons-nous délibérément orienter vers les sites seulement industriels les hommes qui naîtront dans les provinces, ou au contraire, allons-nous avec audace reconduire les industries vers les hommes qui vivent dans des sites en harmonie avec eux-mêmes et amener à cette industrie l'énergie que l'on peut transporter partout?

« Voilà, au fond, quels sont les vrais problèmes, avec les raisons sous-jacentes, les mobiles de notre conviction. Si la France s'industrialise, qu'elle le fasse avec audace et qu'elle le fasse de telle sorte qu'elle redonne de la vie à l'ensemble de son corps. »

Il y a évidemment des difficultés géographiques à cette décentralisation industrielle. M. Claudius-Petit le reconnaît, mais il affirme que les moyens de la technique permettent un certain nombre d'actions, qui étaient interdites au temps où tous les transports lourds étaient faits par chemin de fer. En effet, la route est ouverte maintenant au trafic lourd. Elle ne connaît plus les montagnes comme des obstacles, mais elle les franchit de telle sorte que les marchandises peuvent circuler par ce moyen comme elles ont pu le faire jusqu'à présent par chemin de fer. « Cela n'est pas de l'utopie, c'est la réalité. Il y faut seulement, dans un vieux pays, quelque audace pour promouvoir des routes de pionniers au milieu d'un territoire qui est, paraît-il, déjà tellement connu qu'il n'y a plus rien à y inventer. »

« Pourquoi ne pas ouvrir des voies nouvelles à la circulation, pour ouvrir des contrées nouvelles? Et quand on parle d'une route, qui pour la France serait vitale, regardez combien le fait de replacer l'homme dans ses dimensions, au milieu de nos préoccupations techniques, combien cela nous ouvre d'horizons! Cette route essentielle pour la France, elle serait également bien utile pour la Suisse, pour les rapports étroits entre la Suisse et la France, entre la Suisse et l'Océan. Cette grande route transversale, qui devrait aller de Genève ou Bâle jusqu'à La Rochelle, en bifurquant au nord sur Nantes, au sud sur Bordeaux, mais tout droit sur La Rochelle, permettrait d'ouvrir le Massif Central à la vie de la nation tout entière. »

Le conférencier admet que cette entreprise peut paraître quelque peu hasardeuse, au moment où le Gouvernement a tant de peine à boucler son budget. Mais c'est la conviction justement que la France connaît une nouvelle jeunesse qui nous fait espérer fermement mener à bien une entreprise semblable. C'est parce qu'il n'a jamais été plus nécessaire à la France de voir loin pour trouver les solutions du présent qu'il faut parler de la sorte. Or, celui qui dit « aménagement du territoire », celui qui pense « économies régionales » voit au de là des difficultés actuelles.

Ce souci de développer les économies régionales n'est pas une espèce de provincialisme qui renaît. C'est la conscience de ne pas vouloir être absorbé par une capitale qui risquerait de devenir monstrueuse, c'est le souci de comprendre ce qui se passe dans les pays voisins.

M. Claudius-Petit montre par plusieurs exemples comment ce mouvement marque des efforts très grands de reconversion et comment tout cela est fait dans une recherche de la qualité. Ce n'est certes pas une concurrence à Paris, mais c'est le désir profond de replacer sur un véritable plan humain, en ce sens que Paris pourrait, en cessant de croître, trouver un équilibre harmonieux pour ses habitants, dans leur vie quotidienne. Ceci est possible en augmentant réellement leur richesse et en augmentant réellement celle du pays.

M. Claudius-Petit termine son exposé en relevant que cet effort de développement des économies régionales ne peut pas encore être présenté comme étant un succès, mais bien comme étant un grand espoir, parce qu'il est porteur d'espérance. « Les choses sont commencées. Elles sont en route. Elles se heurtent à mille difficultés, à mille habitudes. Mais, malgré tout cela, il est des idées qui, une fois lancées et supportées par une réalité humaine, ne peuvent que se développer et ne peuvent plus s'arrêter. C'est pourquoi je pense que tous ces efforts pour replacer l'homme au milieu des préoccupations techniques sont des victoires à notre époque. »